

La classe ouvrière des Etats-Unis et la guerre

12-X-66

par George MORRIS

LES événements aux Etats-Unis montrent que les travailleurs n'ont nullement le désir de faire des sacrifices pour « l'effort militaire » au Viet-Nam. La récente grève du personnel des compagnies aériennes qui a paralysé pendant six semaines une grande partie du réseau national en est une preuve.*

Il est significatif qu'une grève aussi longue ait éclaté dans une branche vitale, et cela malgré les tentatives gouvernementales de créer dans le pays un climat proche de celui de l'état d'exception comme au cours des guerres précédentes. Le gouvernement veut susciter une mentalité jingoïste, persuader les Américains que leur avenir et leur liberté sont fonction de l'issue de la guerre au Viet-Nam. On dit aux travailleurs que dans ce contexte de guerre ils sont tenus de se faire une raison de la hausse des prix et d'accepter la limitation à 3,2% du taux de l'accroissement annuel des salaires. Désormais, déclare-t-on, les grèves sont inadmissibles dans les branches-clés de l'industrie ; il est indispensable de voter la loi soumise par le président en vue de leur interdiction.

La grève des compagnies d'aviation a été déclarée malgré tous les efforts des autorités pour régler le conflit. Le syndicat a refusé d'accepter les recommandations de la commission présidentielle d'arbitrage. Trois semaines après la cessation du travail,

* Après réception de cet article nous avons appris de New York que 14.400 ouvriers des usines de Schenectady et de Warren appartenant à la General Electric ne se sont pas présentés au travail le 3 octobre. Ils ont débrayé malgré l'appel du président Johnson d'ajourner la grève, celle-ci « pouvant être préjudiciable à l'effort militaire américain au Viet-Nam ». (Réd.)

les leaders syndicaux ont été convoqués à la Maison Blanche où, sous la pression du président, ils ont signé un accord avec les compagnies aériennes. Quand les clauses de cet accord ont été mises aux voix, l'écrasante majorité des grévistes les a blackboulées.

En s'immiscant dans la grève, le président Johnson a non seulement risqué son prestige aux yeux des travailleurs, mais, de fait, soumis à un test la popularité de sa politique au Viet-Nam. Il a probablement fait crédit à l'assurance donnée par les leaders de l'A.F.L.-C.I.O. du soutien inconditionnel de sa politique au Viet-Nam (ce qui était consigné dans la résolution adoptée par le dernier congrès de cette centrale en décembre dernier). Or, le président n'a manifestement pas tenu compte des leçons à tirer des nombreuses grèves de cette année : celle de 35.000 ouvriers des transports à New York, celles du personnel des usines de fusées et d'autres entreprises de l'industrie de guerre. C'est ce qui explique l'erreur commise par le président lors de la grève des compagnies aériennes.

Les résultats furent déplorables pour le gouvernement. Des exclamations très violentes à l'intention du président se faisaient entendre aux réunions : « Marchons sur Washington ! » Les orateurs affirmaient que le président s'était entremis pour tirer d'affaire les compagnies. On pouvait également entendre des critiques adressées à la direction syndicale qui avait accepté les conditions de la commission présidentielle.

Les grévistes ont maintenu leurs revendications. En fin de compte, ils ont obtenu gain de cause, le taux d'augmentation des salaires accordé dépassant de deux fois celui de 3,2% avancé par le président.

Le personnel des compagnies aériennes ne s'est pas rebellé le premier contre les directives gouvernementales, mais il a agi avec une telle résolution que c'était un exemple donné aux travailleurs des autres secteurs. A la fin de cette année et au début de l'année prochaine, il faudra renouveler les conventions collectives dans les industries électrotechnique, pétrolière, automobile, etc. Il est à croire que les syndicats s'efforceront d'imposer comme prototype les accords qu'ont su obtenir les ouvriers et les employés des compagnies aériennes.

Selon certaines rumeurs, le président Johnson a l'intention, après les élections de novembre, de tenter d'instaurer le contrôle des salaires dans le cadre d'une loi extraordinaire. S'il en est ainsi, il dressera sans aucun doute les travailleurs contre lui. Or les autorités craignent de prendre ouvertement des mesures antiouvrières. Pendant la grève dans les compagnies aériennes, l'opposition républicaine ainsi que les partisans de Johnson demandaient l'adoption d'une loi spéciale pour forcer les grévistes à reprendre le travail. Les adversaires du président espéraient notamment que cela susciterait le mécontentement de la partie de la population qui a accordé le plus grand soutien au président aux élections de 1964. La rivalité des démocrates et des républicains a probablement déterminé, dans une certaine mesure, que ces projets de loi ont été ensevelis dans les commissions du Congrès.

La presse américaine indique que le président Johnson n'est plus à même de persuader le pays de la nécessité de poursuivre la guerre du Viet-Nam et de faire pour cela de nouveaux sacrifices. Les travailleurs américains savent que la part du lion des sommes dépensées pour la guerre s'accumule dans les caisses des monopoles. Ils savent également que rien ni personne ne limite ces bénéfices. Par contre, les travailleurs doivent lutter pour l'augmentation de leurs salaires, dont le pouvoir d'achat